

## ENJEUX STRATÉGIQUES DES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LE COVID-19 DANS LA PÉNINSULE CORÉENNE

**Marianne PÉRON-DOISE**

*Chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes à l'IRSEM*

### RÉSUMÉ

En Asie de l'Est, la gestion de la crise sanitaire constitue un nouveau sujet de rivalité entre la Chine et les États-Unis tandis que les pays riverains (Japon, Corée du Sud, Corée du Nord et Taïwan) s'efforcent de mettre en place des stratégies d'endiguement efficaces. Face à une crise inédite, chacun semble réagir en fonction de sa culture politique et stratégique. La méthode de confinement autoritaire décidée par la Chine contraste avec l'option de la libre circulation et du dépistage systématique de la Corée du Sud. Ce choix de la transparence, largement vanté, n'est pas loin de s'imposer comme un modèle. Peu d'informations parviennent concernant les moyens mis en œuvre par la Corée du Nord alors que la stabilité du régime pourrait être ébranlée par une épidémie hors de contrôle. Plus que jamais, l'asymétrie de développement politique, social et économique entre les deux Corées est frappante alors que la population nord-coréenne est au cœur d'enjeux décisifs pour l'avenir du régime de Kim Jong-un. Cette note se propose de revenir sur les stratégies mises en place et leur impact politique à court et moyen terme sur les deux Corées et les équilibres régionaux.

### SOMMAIRE

Introduction .....	2
Une crise sanitaire régionale dominée par la réécriture chinoise des événements et une diplomatie publique américaine vindicative .....	2
La Corée du Sud et l'élaboration d'un modèle de lutte anti-Covid-19 « démocratique » .....	6
L'affirmation d'un nouveau soft power sud-coréen .....	8
Les capacités de résistance nord-coréennes mises en question par l'épidémie de Covid-19 .....	10
L'avenir du régime de Kim Jong-un plus que jamais aux mains de la Chine .....	12
Conclusion .....	15

## INTRODUCTION

La péninsule coréenne et son environnement proche subit le contrecoup de la mobilisation d'un discours chinois post-Covid-19 triomphaliste tendant à minimiser les stratégies de lutte suivies par ses proches voisins, y compris l'originalité de la démarche sud-coréenne. Les enjeux politiques de l'amplification du succès de la campagne sanitaire chinoise et de l'aide internationale en dons d'équipement qui l'accompagne n'échappent à personne. Derrière la mise en avant d'un modèle sanitaire chinois efficace car coercitif, présenté par la propagande du pays, se cache la promotion d'un système politique autoritaire estimé supérieur.

Pour autant, la démonstration convainc peu car dans les faits, elle se heurte aux autres expériences locales réussies par des régimes d'orientation libérale et avec des moyens différents. Les démocraties voisines, Taïwan, le Japon et la Corée du Sud, aux populations bien moins nombreuses et davantage éduquées qu'en Chine, ont fait le choix de stratégies transparentes, avec des politiques qui n'ont pas mis le pays à l'arrêt. La rigueur de Taïwan<sup>1</sup> a fait que l'île, dont le gouvernement est particulièrement ostracisé par Pékin qui a obtenu son exclusion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est le pays le moins touché de la planète. Dans son souci de combiner la libre circulation de sa population et une prise en charge sans faille de sa santé, la Corée du Sud s'est imposée comme une référence innovante avec le recours à un dépistage systématique. Le gouvernement japonais<sup>2</sup> a pu être taxé de laxisme tant il a semblé s'en remettre au conformisme social fortement intériorisé de sa population, avant de se résoudre fin mars à annuler les Jeux olympiques et à évoquer une « urgence sanitaire » début avril<sup>3</sup>. Toutefois, l'absence de recours à des dépistages massifs comme en Corée du Sud<sup>4</sup>, la lenteur des autorités à instaurer un contrôle à l'entrée du pays, notamment des flux en provenance de Chine, ont suscité un début de polémique.

## UNE CRISE SANITAIRE RÉGIONALE DOMINÉE PAR LA RÉÉCRITURE CHINOISE DES ÉVÉNEMENTS ET UNE DIPLOMATIE PUBLIQUE AMÉRICAINE VINDICATIVE

Estimant être parvenu à contenir l'épidémie sur son territoire, Pékin réécrit sa gestion de la crise au moyen d'un intense effort de propagande qui glorifie sans mesure la gouvernance politique du pays en grandissant le rôle du parti communiste et de Xi Jinping. Si cette nouvelle manipulation de l'information chinoise est à remettre dans le contexte d'une rivalité sino-américaine exacerbée, elle tend à occulter habilement les stratégies sanitaires des démocraties régionales, la Corée du Sud, le Japon et Taïwan.

---

1. Emmanuel Lincot, Emmanuel Véron, « [Faire du bruit à l'Est et frapper à l'Ouest : Taïwan aux avant-postes des stratégies chinoises](#) », *The Conversation*, 5 avril 2020.

2. Début février, l'archipel a été frappé par l'épisode spectaculaire du navire de croisière *Diamond Princess* et de ses 3 700 passagers placés en quarantaine pendant deux semaines dans le port de Yokohama après la découverte de cas de coronavirus.

3. « [Japan adopts a basic policy to fight coronavirus outbreak](#) », *Kyodo News*, 25 février 2020.

4. Hisako Yono, « [Coronavirus: why Japan tested so few people](#) », *Nikkei Asian Review*, 12 mars 2020.

## La Chine en quête de « réhabilitation » domestique et internationale

Les critiques ne manquent pas sur la stratégie de gestion de la crise sanitaire par la Chine, des tentatives d'étouffement de l'ampleur de l'épidémie sur le plan national et international, au confinement draconien d'une région de 50 millions d'habitants. Certains analystes y ont vu la signature d'un régime autoritaire plus soucieux de la stabilité du système de pouvoir organisé autour du parti communiste et de Xi Jinping que du bien-être et de la santé de sa population<sup>5</sup>. Les mesures extrêmes imposées à celle-ci, comprenant une surveillance électronique intrusive, ne peuvent cependant être comparées avec la géolocalisation systématique des personnes contaminées décidée par le gouvernement sud-coréen car ce dispositif est une condition de la liberté de circulation des personnes. L'adhésion des Sud-Coréens reflète par ailleurs leur compréhension d'une situation d'urgence sanitaire clairement expliquée par leurs autorités.

Pour l'heure, le régime chinois semble vouloir reprendre la main en tentant de faire oublier ses attermoissements passés, voire ses responsabilités dans le retard à dénoncer le virus, en pratiquant une politique d'aide massive en dons d'équipements avec une « diplomatie du masque » tous azimuts<sup>6</sup>. En effet, il est reproché à la Chine d'avoir attendu cinq semaines pour déclarer le foyer de l'épidémie et se conformer à la déclaration d'urgence de santé publique internationale imposée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis 2005 et les crises dues à la grippe aviaire et au SRAS. L'OMS elle-même a attendu le 30 janvier<sup>7</sup> avant de déclarer le foyer épidémique, signalant par là une « sino-dépendance » et un fonctionnement bureaucratique amplement mis en cause<sup>8</sup>. La diplomatie médicale chinoise, tout en servant à dédouaner le régime, n'est pas sans effet pervers. L'aide complaisamment mise en image à destination de certains pays européens, dont l'Italie ou la Hongrie, particulièrement touchés, souligne en creux le dénuement et la dépendance des pays occidentaux développés.

Les excès de cette propagande et ses accents ultra-nationalistes risquent toutefois de braquer les diplomaties occidentales et leurs opinions publiques<sup>9</sup>. Toutefois la Chine, en tant qu'exportateur principal d'équipements médicaux destinés à lutter contre le coronavirus, ne néglige pas le parti économique qu'elle peut retirer de la demande croissante de pays en quête d'approvisionnements urgents<sup>10</sup>. Elle a exporté pour 1,4 milliard de dollars de fournitures en masques, habits de protection et ventilateurs entre début mars et début avril et s'est engagée à maintenir sa production à l'international sous

5. Ryan Oliver, « [The CCP response to Wuhan coronavirus: a preliminary assessment](#) », *China Brief*, 20:2, 29 janvier 2020.

6. Brice Pedroletti, « [La Chine fait du masque une arme de géopolitique](#) », *Le Monde*, 7 mars 2020 ; Cheng Jing, « [Is China 's pandemic diplomacy working?](#) » *ThinkChina*, 30 mars 2020.

7. 20/23 janvier : début du confinement à Wuhan et en province du Hubei. 25 mars : fin du confinement dans la province de Hubei.

8. Guillaume Devin, « [Le Covid-19 et le multilatéralisme](#) », *La Croix*, 21 mars 2020.

9. C'est aussi le cas en Asie du Sud-Est où les excès des internautes chinois fustigeant tout ce qui peut apparaître comme une critique de la Chine et du régime a généré des réactions populaires agacées. Yann Rousseau, « [En pleine pandémie de coronavirus, la Chine lance une "twitter war" contre une starlette thaïe et braque l'Asie](#) », *Les Échos*, 16 avril 2020.

10. Amanda Lee, « [China promises not to restrict exports of medical supplies](#) », *South China Morning Post*, 6 avril 2020.

réserve de la satisfaction de ses besoins domestiques. Ce commerce n'est pas sans danger pour sa réputation et l'image qu'elle tient à préserver, face aux exigences de qualité et aux spécifications élevées de certains pays touchant des fournitures sensibles. L'Espagne a récemment retourné une commande de 58 000 kits de dépistage dont le niveau de fiabilité s'est révélé médiocre<sup>11</sup>.

## Une posture américaine désordonnée

Plus insidieusement, l'entreprise de réhabilitation de la Chine jette une lumière inattendue sur l'alliance de sécurité du Japon et de la Corée du Sud avec les États-Unis, révélant de nouvelles fragilités. Elle met notamment au jour son apparente désunion face à une crise sanitaire que Donald Trump a pourtant présentée comme une guerre. Pour autant, cela n'incite pas le président américain à témoigner une plus grande solidarité envers ses deux principaux partenaires stratégiques.

Engagé depuis début mars dans une guerre de mots avec Pékin dans sa dénonciation du « virus chinois » ou « virus de Wuhan », Donald Trump a multiplié les déclarations les plus contradictoires sur la stratégie de lutte américaine, jetant un doute sur sa capacité à y faire face avec des mesures concrètes et adaptées. Alors que l'épidémie progresse aux États-Unis, accuser la Chine d'en être l'origine n'est pas la réponse souhaitée par la population américaine, ni par la communauté internationale<sup>12</sup> qui attend davantage de coopération et de sens des responsabilités entre États. Au demeurant, le président américain ne semble pas avoir pris la mesure de la progression du Covid-19 dans son propre pays, appelant à une reprise de l'activité économique le plus tôt possible. Il faudra attendre fin mars, alors que l'État de New York constitue l'épicentre de l'épidémie<sup>13</sup>, pour que Donald Trump change de ton et prenne la mesure de la gravité de la situation.

L'intervention de Mike Pompeo lors de la conférence de presse du département d'État le 31 mars s'est efforcée en vain de contrebalancer l'image internationale d'une Amérique dépassée et repliée sur elle-même, en tentant de se repositionner dans un espace médiatique saturé par les discours chinois. Le secrétaire d'État s'efforce ainsi de donner une perspective plus globale des efforts américains dans la lutte contre le Covid-19, rappelant au passage l'aide médicale d'urgence envoyée à la Chine début février. Toutefois, sa mention du soutien aux organisations internationales, avec la précision du montant de la contribution à l'OMS, présentée comme « quatre fois plus élevée que celle de la Chine », montre les limites de la diplomatie publique d'une Amérique sur la défensive<sup>14</sup>. Mi-avril, la décision de Donald Trump de suspendre le financement de l'OMS entend dénoncer une mainmise chinoise sur l'organisation et échapper aux critiques du clan démocrate sur la gestion fédérale de l'épidémie. Paradoxalement, face au spectre d'une Amérique menacée

11. « [Coronavirus : countries reject chinese-made equipment](#) », BBC, 30 mars 2020.

12. Franco Ordonez, « [US, China accuse each other of mishandling Covid-19 outbreak](#) », US National Public Radio (transcript), 23 mars 2020 ; Rowan Callick, « [Elephants in the room](#) », *Inside Story*, 30 mars 2020.

13. On compte 9 655 décès aux États-Unis sur un total de 336 776 cas de contamination, à la date du 6 avril, [The New York Times](#), 6 avril 2020.

14. [Secretariat Michael R. Pompeo remarks to press](#), Transcript, Washington DC, 31 mars 2020.

d'effondrement sanitaire et socio-économique, un Donald Trump en campagne apparaît tout autant dépendant que les autorités chinoises face à une opinion publique qui pourrait lui demander des comptes<sup>15</sup>.

## Les contradictions des politiques coréennes de Donald Trump

De la même façon, l'absence d'empathie du président américain vis-à-vis de ses alliés sud-coréens et japonais s'est illustrée par la poursuite de discussions tendues depuis le début de l'année sur le thème du partage du fardeau et de la volonté manifeste d'obtenir une plus grande contribution financière à l'entretien des forces américaines stationnées dans ces deux pays<sup>16</sup>. Il est ainsi demandé à Séoul de verser 5 milliards de dollars pour le maintien des soldats américains sur son territoire, soit cinq fois plus qu'actuellement. La pression exercée par les États-Unis sur leur allié sud-coréen est d'autant plus forte que le président Moon a fait de la question du transfert opérationnel du commandement des forces américano-sud-coréennes en temps de guerre une priorité politique, voire un sujet de fierté nationale. Il souhaite en effet que le transfert soit effectué au profit du haut commandement militaire sud-coréen à l'horizon 2022, soit au terme de son mandat présidentiel.

Sans se départir de sa rigidité sur la question des coûts<sup>17</sup>, Donald Trump n'a pas hésité à appeler son homologue sud-coréen pour lui demander une aide urgente dans la livraison de kits de dépistage dont les États-Unis ont grand besoin. *A contrario*, il continue à conduire ses relations avec la Corée du Nord sur le mode d'interactions personnelles avec Kim Jong-un, en dépit du blocage des discussions toujours pendantes entre les deux pays concernant les questions relatives aux sanctions et au programme d'armes de destruction massive. S'appuyant, envers et contre tout, sur la certitude de sa bonne entente avec le dirigeant nord-coréen, Donald Trump lui a adressé à la mi-mars un courrier proposant l'aide américaine pour lutter contre le Covid-19, assortie d'une proposition visant à reprendre les négociations. Alors que peu d'informations fiables sont jusqu'à présent parvenues sur la situation sanitaire du pays, qui prétend n'avoir aucun cas de contamination sur son territoire, ce dernier persiste dans le maintien d'une campagne de tirs de missiles balistiques de courte portée. Durant le mois de mars, désireux de montrer que sa résolution était intacte et qu'il ne baissait pas la garde, Pyongyang a ainsi effectué quatre séries de lancements.

---

15. Michael D. Shear, Donald G. McNeil, « [Criticized for pandemic response, Trump tries shifting blame to the WHO](#) », *The New York Times*, 14 avril 2020 ; Brett D. Schaefer, « [Now is not \(yet\) the time to cut funding to the World Health Organization](#) », The Heritage Foundation, 14 avril 2020.

16. Elizabeth Shim, « [US snubbed South Korea burden-sharing offer report says](#) », *UPI*, 20 mars 2020.

17. « [Trump rejected South Korea's offer to pay 13% more for shared defense costs: report](#) », *The Korea Herald*, 15 avril 2020.

# LA CORÉE DU SUD ET L'ÉLABORATION D'UN MODÈLE DE LUTTE ANTI-COVID-19 « DÉMOCRATIQUE »

Parmi les premiers pays touchés par le virus, la Corée du Sud, qui compte 50 millions d'habitants, a drastiquement réduit le nombre de personnes contaminées sans avoir recours à la fermeture systématique des frontières comme les États-Unis, ni au confinement comme la Chine. À l'instar de cette dernière, Séoul a fait l'expérience du SRAS en 2003 et du MERS en 2015 où un confinement tardif et sans contrôle avait tourné au fiasco<sup>18</sup>. Elle a donc opté pour une politique de lutte active, inspirée tout à la fois par le niveau de développement sanitaire, économique et social du pays mais aussi par son système politique<sup>19</sup> se posant désormais comme une référence pour les sociétés démocratiques ouvertes<sup>20</sup>. Depuis la visioconférence des pays du G20, le 26 mars, pendant laquelle le président Moon a présenté la méthode sud-coréenne, plus d'une centaine de pays ont souhaité entamer une coopération sanitaire avec Séoul et acquérir des tests de dépistage<sup>21</sup>.

## Une réponse dynamique et sophistiquée

Le premier cas de Covid-19 en Corée du Sud début février 2020 est le résultat du retour de Wuhan d'un voyageur, puis les cas ont augmenté avec un foyer à Daegu autour d'une secte évangéliste. Le 23 février, le pays comptabilisait plus de 100 cas par jour, devenant le pays le plus touché après la Chine. Dix jours plus tard, ils étaient près de 3 000. La propagation du virus a alors ralenti en raison de la priorité accordée par le gouvernement à la multiplication des tests de dépistage<sup>22</sup> et des premiers effets de sa politique dite des trois T, *Test, Trace, Treat*, c'est-à-dire un dépistage systématique, le suivi de la chaîne de contamination et la géolocalisation de la personne traitée et le traitement<sup>23</sup>. En deux semaines, le pays a été en mesure de mettre en place un réseau de laboratoires lui donnant la capacité de tester de 10 000 patients par jour début mars à 20 000 patients par la suite. À la date du 15 avril, le pays avait testé plus de 500 000 personnes et se félicitait de la stabilisation du nombre de contaminations<sup>24</sup>. C'est à la vue de l'exemple coréen que le 16 mars, le président de l'OMS

18. Cette épidémie s'était déclarée le 20 mai 2015 et a fait 36 morts tout en contaminant 186 personnes. L'OMS avait mis en cause la réaction tardive du pays, des insuffisances en matière de prévention des infections et des mesures de contrôle dans les hôpitaux.

19. Philippe Messmer et Harold Thibault, « [En Corée du Sud, des tests à grande échelle pour lutter contre la propagation du coronavirus](#) », *Le Monde*, 6 mars 2020 ; Jean-Raphaël Chaponnière, « Comment la Corée du Sud a enrayer l'épidémie de coronavirus sans imiter la Chine », *Asie21*, 22 mars 2020.

20. Lors d'un briefing du vice-ministre de la Santé sud-coréen à l'occasion d'une réunion d'information organisée pour la presse étrangère, le 9 mars 2020, le modèle sud-coréen est présenté comme « un système de réponse dynamique pour sociétés démocratiques ouvertes », [site internet](#) du ministère des Affaires étrangères sud-coréen.

21. « La Corée du Sud place les États-Unis, les EAU et l'Indonésie sur la liste des pays prioritaires pour l'exportation de fournitures de quarantaine », Agence de presse Yonhap, 27 mars 2020.

22. Thomas Maresca, « [Lessons for the world: how South Korea is tackling coronavirus](#) », *UPI World News*, 13 mars 2020.

23. Government of Korea, « Korea 's fight against COVID-19 », 15 avril 2020 (consulté sur le [site](#) de l'ambassade de Corée du Sud en France le 15 avril).

24. « [Coronavirus : moins de 50 nouvelles infections pour la première fois depuis fin février](#) », Agence de presse Yonhap, 6 avril 2020.

recommandait à l'ensemble des pays touchés de recourir à des campagnes de dépistage, d'isoler les personnes contaminées et de suivre les contacts (*contact tracing*). Le test, l'hospitalisation et le traitement sont gratuits et ceux qui n'ont pas d'ordonnance peuvent l'acheter 130 dollars<sup>25</sup>. Les résidents non nationaux peuvent également bénéficier de la gratuité grâce au système de soins universel. Le coût de cette gestion coréenne, financée par la dépense publique, se révélerait moins élevé que l'arrêt de l'économie pendant un mois et demi<sup>26</sup>.

Ce choix sud-coréen de la fluidité dans la circulation des personnes se retrouve dans une politique de filtrage souple des entrées sur le territoire national. L'accès a été interdit aux voyageurs en provenance de la province chinoise de Hubei, sans être étendu à toute la Chine. La stratégie de lutte mise en place a été très clairement diffusée par le gouvernement avec une volonté affichée de circonvenir la propagation du virus par des dépistages systématiques et un suivi partagé au moyen des technologies numériques des personnes diagnostiquées positives au Covid-19, au risque d'être perçue comme stigmatisante. Outre ce suivi, permettant à la population saine d'éviter les zones contaminées, la volonté de transparence des autorités s'est exprimée à travers une communication soutenue et des conférences de presse biquotidiennes du Centre coréen de prévention et de contrôle des maladies.

## Intérêts et limites de l'approche sud-coréenne

Mi-mars 2020, le pays avait procédé au dépistage de plus de 295 000 cas ainsi qu'à l'isolement et au traitement des patients présentant des symptômes moyens. Au 15 avril, les chiffres dépassaient 500 000 et le pays avait répertorié 10 613 cas de contamination. L'objectif des autorités est d'éviter de n'isoler que les personnes présentant un stade sévère nécessitant un traitement en milieu hospitalier. Cette démarche a été acceptée par la population qui en a compris les enjeux sanitaires grâce à la politique de communication ouverte pratiquée par les responsables politiques et médicaux du pays. La situation n'a pas donné l'impression d'être sous-estimée, comme aux États-Unis ou en Chine, et ce souci de communiquer dès le début de la crise a suscité la confiance des citoyens et leur adhésion à la méthode mise en place.

Cette approche est-elle exportable ou correspond-elle à une culture de comportement social et à un système sanitaire particulier, lié à une grande expérience de ces pandémies ? Elle repose sur une combinaison d'efforts collectifs et personnels exigeant une certaine autodiscipline mais aussi un encadrement important, notamment du personnel médical (médecins, infirmières, fonctionnaires du service de santé). On notera que la population sud-coréenne a adopté des pratiques de distanciation sociale sans recours massif au personnel de police pour rappeler ou faire appliquer les consignes, contrairement à la Chine ou aux pays européens. Enfin la pratique du masque, réflexe socio-culturel quasi systématique en Asie, a été adoptée dans les lieux publics dès le début de l'épidémie. Les Sud-Coréens ont fait montre d'une capacité de réaction élevée, sans doute liée, outre l'expérience récente

25. Son coût est de 2 000 dollars aux États-Unis.

26. Le système de santé de la Corée du Sud est financé via un régime d'assurance maladie national.

du MERS, à l'intériorisation d'un certain nombre de risques régionaux existants et tenant notamment au voisinage de la Corée du Nord (risque nucléaire ou bactériologique) ou aux retombées de la catastrophe de Fukushima au Japon<sup>27</sup>.

La stratégie adoptée par la Corée du Sud s'est révélée particulièrement efficace pour freiner l'épidémie. Celle-ci, bien que non totalement endiguée, semble sous contrôle, permettant aux services sanitaires du pays de se consacrer aux nouveaux foyers du virus apparus début avril à Séoul et dans la ville portuaire d'Incheon. Toutefois, cette méthode peut être perçue comme ayant un coût politique et social élevé pour la population en raison d'une gestion par des outils numériques intrusifs. Le *contact tracing* sud-coréen, c'est-à-dire l'historique des derniers contacts des patients contaminés, se fait à partir de données extraites de leur téléphone portable, de leur carte bancaire ou de caméras de vidéosurveillance. Il implique un renoncement, certes encadré, à la protection de certaines libertés individuelles, qui s'explique par un contexte exceptionnel d'urgence sanitaire. Vu par des yeux européens, le paradoxe du dispositif de lutte contre le Covid-19 de la Corée du Sud est que tout en mettant en avant sa transparence, il peut aboutir à placer entre parenthèses certaines valeurs libérales, dont la protection de la vie privée. Ce dispositif a d'ailleurs donné lieu à un débat non clos dans le pays concernant la protection des patients et la question de fuites potentielles de leur identité<sup>28</sup>. Ces usages numériques – au demeurant temporaires – n'ont pas vocation à déboucher sur une collecte massive de données à grande échelle telle qu'elle est pratiquée en Chine dans un but de contrôle social<sup>29</sup>.

## L'AFFIRMATION D'UN NOUVEAU SOFT POWER SUD-CORÉEN

La perception populaire du bien-fondé de la stratégie adoptée par le président Moon Jae-in pour combattre le coronavirus et sa reconnaissance internationale ont été au cœur des débats entourant les élections parlementaires du pays. Celles-ci ont été maintenues au 15 avril 2020 témoignant de la confiance du gouvernement dans le niveau de sécurité sanitaire de la population qui a elle-même clairement exprimé son soutien avec un taux de participation de 66 %<sup>30</sup>. L'opposition conservatrice qui avait fait campagne sur le thème de la faillite gouvernementale dans la gestion de la crise sanitaire en sort durablement affaiblie.

27. Jinwon Kim, Jaehyung Kim, « [We've observed how South Korea and the US have handled coronavirus and the difference are clear](#) », *The Independent*, 19 mars 2020.

28. Mathieu Duchâtel, François Godement, Fiona Trichard et Viviana Zhu, « [Coronavirus : l'Asie orientale face à la pandémie – Corée du Sud : dépistage, investigations ciblées et la question de la vie privée](#) », Institut Montaigne, 26 mars 2020.

29. On peut ainsi mentionner le recours chinois systématisé à la reconnaissance faciale, une technologie de plus en plus utilisée dans la Chine de Xi Jinping pour surveiller le comportement de la population dans les lieux publics et réprimer les actes délictueux qui s'apparente *de facto* à un outil de contrôle politique.

30. Ce taux de 66 % constitue par ailleurs le taux de participation le plus haut pour des élections générales dans le pays depuis 2000, selon la Commission nationale des élections. Indépendamment du soutien à la stratégie sanitaire du gouvernement, ce vote a permis la mise en œuvre de la réforme électorale voulue par le président Moon qui introduit une méthode de répartition des sièges à la proportionnelle et abaisse l'âge du vote à 18 ans.

## Une gestion de crise plébiscitée par un vote de soutien populaire en faveur du président Moon

Il apparaît que les électeurs sud-coréens ont tenu à saluer la gestion de la crise du coronavirus par le président Moon en accordant une majorité confortable au parti démocrate, dont il est issu. Celui-ci et ses formations alliées ont obtenu 180 sièges sur les 300 de l'Assemblée nationale, soit la majorité absolue. L'opposition conservatrice dont le Parti pour un avenir uni ne dispose que de 103 sièges<sup>31</sup>. Il s'agit d'un spectaculaire retournement de situation pour le gouvernement critiqué il y a quelques mois pour des abus de pouvoir, une croissance économique atone et une approche jugée complaisante à l'égard de la Corée du Nord, alors que cette dernière avait repris ses essais de missiles balistiques depuis l'été 2019. La stratégie électorale du parti gouvernemental s'appuyant sur l'efficacité de la méthode anti-Covid-19 choisie et l'image internationale positive et novatrice du pays qu'elle a suscitée<sup>32</sup> a pleinement joué et devrait aider le président Moon à poursuivre ses réformes jusqu'au terme de son mandat en 2022.

Quant à l'opposition, sa principale formation, le Parti du futur uni (United Future Party), n'a pas permis la renaissance du courant conservateur considérablement amoindri par les affaires de corruption ayant débouché sur la destitution de la présidente Park Geun-hye en 2017. Le bloc conservateur avait brièvement trouvé un écho populaire en début d'année alors que l'opinion publique du pays apparaissait sceptique sur la méthode de lutte contre le coronavirus du gouvernement. Il avait ainsi fait circuler une pétition demandant l'interdiction totale des visiteurs chinois sur le territoire qui avait recueilli 760 000 signatures. Si le gouvernement n'a pas cédé en refusant de poser des conditions strictes à l'entrée des ressortissants chinois, à l'exclusion de ceux en provenance du Hubei, il en est venu fin mars à imposer une quarantaine de 14 jours aux voyageurs en provenance d'Europe, des États-Unis et d'Iran. Il procède depuis à un contrôle des températures de tous les voyageurs quittant son territoire. Cette fermeté a valu au président Moon un regain de popularité alors que des tensions récurrentes avec le Japon entretiennent une fièvre nationaliste dont son gouvernement tire également bénéfice. Ces tensions, en partie dues à la résurgence de questions mémorielles, connaissent un nouveau pic avec la mise en place récente de restrictions à l'entrée sur le territoire japonais de voyageurs sud-coréens.

## Une diplomatie « politico-médicale » à l'impact international

La coopération sanitaire internationale lancée par le président sud-coréen a considérablement renforcé l'image de *soft power* du pays auparavant principalement fondée sur sa dimension culturelle<sup>33</sup>. La communication très active de Moon Jae-in lors de la visioconfé-

31. « [Législatives 2020 : victoire du parti au pouvoir avec 180 sièges à l'Assemblée nationale](#) », KBS, 16 avril 2020 ; « [Le PD remporte une victoire écrasante aux législatives sur fond de pandémie](#) », Agence de presse Yonhap, 16 avril 2020.

32. Park Han-na, « [Parties head for showdown in polls over coronavirus handling](#) », *Korea Herald*, 29 mars 2020.

33. La Corée du Sud est encore largement assimilée à sa culture pop. Voir Michael Fuhr, *Globalization and popular music in South Korea: sounding out Kpop*, Routledge, 2017.

rence du G20 sur le thème de la pandémie, organisée à son initiative, et ses entretiens téléphoniques bilatéraux avec plus d'une vingtaine de chefs d'État sur la réponse à y apporter, ont donné une visibilité nouvelle à la Corée du Sud qui, bien que 11<sup>e</sup> puissance économique mondiale, reste un pays à la politique étrangère sous-estimée. En insistant sur l'ouverture et la transparence du modèle sanitaire sud-coréen, Moon Jae-in, sans jamais mentionner la Chine, s'efforce d'en souligner l'inspiration libérale ainsi que son impact limité sur la vie économique du pays. Le président s'est ainsi lancé dans une coopération médicale tous azimuts, dont les retombées positives pourraient contrebalancer la « diplomatie du masque » de Pékin<sup>34</sup>. Soucieux de mettre en pratique la solidarité internationale qu'il défend, le gouvernement a fait éditer deux documents sur sa stratégie anti-Covid-19 destinés à être diffusés auprès des pays étrangers, des organisations internationales et des médias<sup>35</sup>. Il a également offert une aide médicale humanitaire à l'ASEAN en complément de celle fournie dans le cadre du mécanisme de l'ASEAN+3 avec le Japon et la Chine<sup>36</sup>.

Cette reconnaissance internationale de la Corée du Sud offre également à Moon Jae-in une opportunité économique afin de relancer l'activité du pays en capitalisant sur la diffusion des « bonnes pratiques » nationales, les exportations des principaux laboratoires biochimiques sud-coréens et des industries tournées vers les nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle et la biopharmacie. Plus d'une centaine de pays, dont les États-Unis, les Émirats arabes unis et des pays européens ont souhaité faire l'acquisition des kits de dépistage des laboratoires sud-coréens.

## LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE NORD-CORÉENNES MISES EN QUESTION PAR L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Depuis fin janvier 2020, une chape de plomb est tombée sur la Corée du Nord concernant la menace que fait peser le Covid-19 sur l'ensemble du pays, que l'on sait médicalement mal équipé et dont une grande partie de la population est dans une condition physique médiocre. Proclamant n'avoir aucun cas de contamination dans son pays, le régime a fermé ses frontières, renvoyé une grande partie des étrangers présents sur son territoire et tenté de donner le change en poursuivant des tirs de missiles balistiques de courte portée pendant le mois de mars. Par ailleurs, il soumet toute entrée de personnes et de biens, notamment l'aide internationale acheminée, à une stricte quarantaine<sup>37</sup>.

De nombreuses questions se posent sur la capacité du pays à endiguer l'épidémie<sup>38</sup>. Par ailleurs, étant donné l'isolement et la volonté d'autarcie autoproclamée du régime, il

34. Marianne Péron-Doise, « [Les deux Corées au cœur de la guerre sanitaire sino-américaine](#) », *The Conversation*, 14 avril 2020.

35. Government of Korea, [Flattening the curve of Covid-19: How Korea responded to a pandemic using ICT](#), 15 avril 2020. Un premier guide avait été publié à la demande de la Banque mondiale le 26 mars 2020.

36. « [ASEAN+3 : Moon s'engage à un soutien maximum dans la lutte contre le Covid-19 de l'ASEAN](#) », Agence de presse Yonhap, 14 avril 2020.

37. Dorian Malovic, « [Coronavirus : en Corée du Nord, les premières aides humanitaires sont arrivées](#) », *La Croix*, 2 avril 2020.

38. Philippe Mesmer, « [En Corée du Nord, la mystérieuse gestion de l'épidémie de coronavirus](#) », *Le Monde*, 23 mars 2020.

est difficile de se fier aux informations des autorités sur la situation sanitaire, que ce soit à Pyongyang ou dans le reste du pays qui bénéficie d'une situation bien moins privilégiée.

## Un pays aux fragilités avérées face à une crise sanitaire

L'état des infrastructures du système de santé publique nord-coréen est mauvais. Beaucoup d'hôpitaux, hormis les hôpitaux militaires, ne peuvent fonctionner faute d'équipements en bon état et de médicaments. En dehors de Pyongyang, l'accès à l'eau et au tout-à-l'égout est inégal. On imagine sans peine que les moyens disponibles pour contrôler la propagation du virus sont faibles et que la plupart des hôpitaux ne sont pas capables de s'organiser avec un nombre adéquat de soignants et de matériels, dont des respirateurs. Par ailleurs, les dysfonctionnements notoires du système électrique constituent des facteurs de risque. Enfin, il est à craindre que la Corée du Nord n'ait pas la capacité technique de procéder à une campagne massive de dépistage à l'instar de l'exemple sud-coréen, faute de disposer de suffisamment de kits de dépistage.

Le régime est largement conscient de ces carences et des dangers sanitaires et politiques qui en découlent, aussi a-t-il fait appel à l'aide internationale en se tournant vers l'UNICEF, l'OMS, la Croix-Rouge et Médecins sans frontières. Il s'est également lancé dans un relatif effort de transparence en expliquant abondamment les dispositions prises par l'État face à la crise et en informant ses citoyens sur les mesures à prendre au quotidien pour se prémunir contre l'infection<sup>39</sup>.

Les autorités militaires se révèlent particulièrement vigilantes et inquiètes face au danger de propagation de l'épidémie dans leurs rangs. Durant les mois de janvier et février 2020, 180 soldats stationnés à la frontière sino-nord-coréenne seraient décédés du Covid-19, tandis que 37 000 d'entre eux ont été placés en quarantaine. Des campagnes de désinfection au méthanol auraient eu lieu tandis que les mesures de prévention ont été drastiquement renforcées. L'effort de prévention demandé est par ailleurs assorti de menaces de sanctions pour prévenir tout laxisme<sup>40</sup>.

Au-delà d'un système de santé défaillant, la Corée du Nord souffre d'une économie dont la fragilité systémique a été largement accentuée par le régime de sanctions mis en place par la communauté internationale depuis 2006. Celles-ci ont été renforcées depuis 2016 pour inciter le régime à suspendre ses essais nucléaires et balistiques et à entamer des négociations en vue d'une dénucléarisation totale. Les États-Unis y ont ajouté un train de sanctions bilatérales restreignant particulièrement les activités commerciales et économiques du pays, et qui ont lourdement impacté les ressources du régime. La fermeture des frontières décidée par Pyongyang pour raisons sanitaires, en rendant plus difficile les

39. Edwards White et Kang Buseong, « [North Korea seeks international help to raise virus testing](#) », *Financial Times*, 26 mars 2020.

40. Jeong Tae-joo, « [Sources: almost 200 soldiers have died from covid-19](#) », *Daily NK*, 6 mars 2020. Informations partiellement reprises fin mars par le journal sud-coréen *Chosun Ilbo* citant lui-même un article du quotidien japonais *Yomiuri Shimbun* du 29 mars 2020. Kim Myong-song, « [Scores of North Korean soldier's dead of coronavirus](#) », *Chosun Ilbo*, 30 mars 2020.

échanges avec ses deux partenaires principaux, la Chine et la Russie, ne pourra qu'accroître cette tendance négative en dépit des techniques de contournement nord-coréennes<sup>41</sup>.

Jusqu'à présent, la Corée du Nord a pu faire face aux sanctions grâce à la poursuite des activités d'un secteur économique informel organisé autour d'entrepreneurs privés. Avec l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, les marchés privés ont prospéré au détriment du secteur de l'économie d'État, par ailleurs incapable de répondre à la demande alimentaire interne nationale. Dans ce contexte déjà difficile, l'expansion de l'épidémie du Covid-19 priverait une partie de la population de revenus et d'accès à des produits de première nécessité qu'elle ne peut se procurer par des voies ordinaires. Le prix de denrées de base comme le riz ou de produits comme l'essence a augmenté depuis la fermeture de la frontière avec la Chine, obligeant le gouvernement à instaurer un contrôle des prix renforcé afin de limiter l'inflation<sup>42</sup> mais aussi le développement de trafics et de la corruption.

Au vu du mode de fonctionnement du régime, une nouvelle perte de revenus ne pourra que l'inciter à s'engager davantage dans des activités illicites, sous la contrainte d'une mise en œuvre dans un contexte de confinement généralisé. Les multiples restaurants nord-coréens à l'étranger, en Chine notamment, ont vu leurs activités ralentir. De la même façon, le transfert de devises et de revenus des travailleurs nord-coréens « loués » à l'étranger, que ce soit en Russie et au Moyen-Orient, est devenu plus difficile. Dans sa quête de fonds, il est à craindre que le régime favorise la cybercriminalité qu'il pratique déjà avec succès. En effet, le recours à des opérations de dissémination de virus de type *ransomware*<sup>43</sup> à des fins de captation financière fournirait opportunément à Pyongyang le mode d'action recherché.

## L'AVENIR DU RÉGIME DE KIM JONG-UN PLUS QUE JAMAIS AUX MAINS DE LA CHINE

Il apparaît pour l'heure difficile d'anticiper clairement les conséquences politiques d'une crise sanitaire grave tant le pays et son système de gouvernement ont montré par le passé de fortes capacités de résilience, notamment lors de l'épisode de grande famine dans les années 1990 qui aurait fait 2 millions de morts sur une population d'environ 23 millions.

---

41. Le régime nord-coréen a mis au point des méthodes de contournement des sanctions notamment en mer en procédant à des activités clandestines de transbordements de charbon et de pétrole par bateaux avec la complicité chinoise.

42. Kang Mi jin, « [North Korea begins enforcing price controls in local markets](#) », *Daily NK*, 12 février 2020.

43. Technique de « rançongiciel » où un virus prend en otages des données et informations personnelles et exige une rançon en bitcoins pour leur déchiffrement. Des entreprises publiques sud-coréennes, dont des banques et des hôpitaux, ont souvent été la cible de ces logiciels malveillants que l'on soupçonne la Corée du Nord de disséminer. Voir Marianne Péron-Doise, « La stratégie informationnelle de la Corée du Nord de Kim Jong-un » in Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF (à paraître).

## Le spectre d'un effondrement du régime que la région s'emploiera à prévenir

Étant eux-mêmes engagés dans la gestion d'une crise inédite frappant durement leurs populations et leurs économies, aucun des pays voisins de Pyongyang ne souhaite faire face à l'écroulement de la Corée du Nord. Contre toute attente, le pays bénéficie ainsi objectivement d'un soutien régional, y compris du Japon et des États-Unis, susceptible de s'ajouter à l'aide humanitaire d'urgence dispensée par la communauté internationale. La Chine et la Russie se sont adressées au Conseil de sécurité des Nations unies afin de demander un allègement des sanctions pour motif humanitaire. Les deux pays ont été parmi les premiers à acheminer des kits de dépistage, des masques et des médicaments tandis que d'autres acteurs comme la Croix-Rouge internationale, qui doivent passer par un circuit d'exemptions de sanctions, constatent des délais<sup>44</sup>. Le président sud-coréen Moon Jae-in n'a pas manqué de proposer une assistance humanitaire conséquente à Pyongyang qui l'a déclinée<sup>45</sup>.

Maintes fois évoquée depuis la disparition de son fondateur et homme providentiel, Kim Il-sung en 1994, la perspective d'un écroulement de la Corée du Nord en raison d'une grave crise socio-politique interne ou de l'éclatement d'un conflit ne s'est pour l'heure jamais vérifiée<sup>46</sup>. À chaque fois, les analyses en question ont conclu qu'en cas d'événement majeur fragilisant le régime, la Chine se révélerait être un soutien indéfectible et décisif afin de préserver la stabilité régionale et pour éviter d'être atteinte elle-même. Cette analyse apparaît plus que jamais d'actualité à l'heure où l'épidémie de coronavirus constitue une menace toujours présente, et alors que le régime chinois s'emploie à convaincre activement de l'exemplarité et du bien-fondé de ses choix pour combattre l'épidémie.

### La perspective d'un durcissement sécuritaire

Au demeurant, les deux régimes disposent des mêmes armes coercitives avec le recours à un appareil sécuritaire omniprésent et une propagande efficace pour s'assurer d'un contrôle social suffisant de leur population. Mais pour l'un comme l'autre, le danger réside peut-être plus sûrement dans des cercles proches du pouvoir. Dans la gestion interne de la crise sanitaire, Kim Jong-un a plus que jamais besoin du soutien des hauts responsables de l'appareil d'État, les cadres supérieurs du Parti des travailleurs de Corée, le haut commandement militaire et les hauts fonctionnaires des services de sécurité, mais aussi des couches supérieures de la classe d'entrepreneurs dont il a favorisé l'émergence. Or le contrat social implicite passé avec cette élite civilo-militaire aux intérêts disparates réside dans le maintien de leur style de vie et les possibilités d'enrichissement grâce à des activités commerciales tolérées par le régime. Amoindries par les sanctions, les perspectives de gains sont

44. Ju-min Park et Sangmi Cha, « Delayed by sanctions borders checks first medical aid trickles into North Korea », Reuters, 20 mars 2020.

45. « [Government offers to help North Korea with coronavirus](#) », *Chosun Ilbo*, 4 février 2020.

46. Michael O'Hanlon, « North Korea collapse scenarios », *Brooking East Asia Commentary Series*, n° 30, juin 2009 ; Marianne Péron-Doise, « Corée du Nord : l'impasse stratégique », *Politique internationale*, n° 157, automne 2017, p. 227-240.

désormais sérieusement menacées par la crise sanitaire. Kim Jong-un a montré par le passé qu'il n'hésitait pas à frapper au plus haut niveau de l'appareil d'État comme l'a illustré l'exécution de son oncle et mentor Jang Song-thaek accusé de trahison. Un durcissement du régime et le recours à des purges n'est donc pas à exclure. Cette fermeture intérieure se retrouve dans le maintien visible d'une posture forte à travers la poursuite de tirs militaires visant à démontrer la stabilité de l'appareil d'état nord-coréen<sup>47</sup>.

## Un soutien américain qui ne convainc plus

Contre toute attente, le régime nord-coréen peut tabler sur le soutien actif des États-Unis en raison de l'apparente proximité que Donald Trump se plaît à cultiver avec Kim Jong-un. Le président américain a ainsi adressé un courrier à Pyongyang le 21 mars proposant une coopération entre les deux pays pour lutter contre l'épidémie<sup>48</sup>. Mais, depuis l'absence de résultats suivant sa deuxième rencontre avec son homologue américain à Hanoï en février 2019, Kim Jong-un a pris ses distances. On le sait, la partie nord-coréenne s'est estimée dupée par un processus de négociations qu'elle a jugé unilatéral et qu'elle a dénoncé comme une *denuclearization-first approach* alors qu'elle escomptait un mécanisme progressif permettant selon elle de construire une confiance mutuelle afin d'élaborer des garanties de sécurité réciproques. De surcroît, elle n'a pas obtenu la levée partielle des sanctions attendue<sup>49</sup>.

Depuis, le dirigeant nord-coréen n'a eu de cesse de répéter qu'il n'était plus intéressé par des négociations avec les États-Unis sauf si ces derniers modifiaient leur politique. Kim Jong-un a même procédé à ce qui ressemblait à un exercice d'autocritique en actant l'improbabilité d'une levée des sanctions internationales lors d'un plénum extraordinaire du comité central du Parti des travailleurs de Corée fin décembre 2019. Il a également fermé la porte à toute dénucléarisation de son pays en se disant prêt à accepter les sanctions plutôt que de renoncer à ses capacités dans ce domaine<sup>50</sup>. Étant donné ce contexte, la nouvelle initiative de Donald Trump, cherchant à la faveur de l'épidémie de Covid-19 à renouer les fils d'une relation suspendue a été plutôt froidement accueillie par Pyongyang.

Respectant un certain formalisme, le dirigeant nord-coréen a laissé sa sœur, Kim Yo-jong, commenter la réception du courrier du président américain en évoquant « les relations spéciales » entre les deux dirigeants. Toutefois, la tonalité de cette réponse et son insistance à souligner la position immuable de la Corée du Nord ne laissent pas augurer un quelconque rapprochement entre les deux pays sous des prétextes humanitaires. Qui plus est, la perspective des élections américaines agit comme un élément neutralisant la relation américano-nord-coréenne, chacune des parties s'installant dans l'attente.

---

47. « [Le Nord tire une pluie de missiles à la veille de l'anniversaire de son défunt fondateur et des élections au sud](#) », Agence de presse Yonhap, 14 avril 2020.

48. Choe Sang-hun, « [Trump writes to Kim Jong-un offering help in virus fight, North Korea says](#) », *The New York Times*, 21 mars 2020.

49. Marianne Péron-Doise, « [Vers le Sommet de Hanoï : une relation américano-nord-coréenne au beau fixe ?](#) », Note de recherche n° 70, IRSEM, 25 février 2019 ; Hong Min, « [Causes behind the breakdown of North Korea-US working level talks in Stockholm](#) », Korea Institute for National Unification, KINU, 28 octobre 2019.

50. Marianne Péron-Doise, « [Corée du Nord/États-Unis : un seul lit pour deux rêves en 2020 ?](#) », *The Conversation*, 15 janvier 2020.

## CONCLUSION

Face à une crise sanitaire qui est la même pour tous, les pays riverains de la péninsule coréenne semblent répondre en fonction de leur système politique et de leur niveau de développement social et économique. D'un côté, le choix de la coercition et de la mise à l'isolement comme en Chine et en Corée du Nord, et de l'autre, un large recours à la détection et au dépistage, à la production industrielle d'équipements médicaux, à l'autodiscipline sociale qui correspondrait aux postures de la Corée du Sud, du Japon et de Taïwan. La qualité des systèmes de soins fournit un paramètre supplémentaire. Cette tentative d'explication comparatiste trouve une résonance avec les spécificités géopolitiques quasi immuables de l'Asie du Nord-Est, où chacun est enfermé dans sa culture stratégique et son histoire politique : rivalité sino-américaine, recomposition des alliances de sécurité, opportunisme nord-coréen.

Dans ce tableau volatile, la Corée du Nord reste le facteur récurrent de crise régionale avec la menace renouvelée d'un scénario d'effondrement dont les causes ne seraient pas le conflit militaire généralement invoqué mais une épidémie hors de contrôle qui verrait une population nord-coréenne aux abois tenter de fuir le pays. À ce stade de la propagation du Covid-19 dans la zone, l'inquiétude des pays riverains ne fait que croître concernant l'opacité de la situation en Corée du Nord. En dépit de l'urgence de la crise sanitaire, le régime persiste dans sa prise de distance vis-à-vis des États-Unis et de la Corée du Sud dont il a refusé l'aide, notamment en réaction à la maladresse des déclarations du secrétaire d'État américain Pompeo, rappelant que les sanctions étaient toujours en vigueur<sup>51</sup>. Toutefois, si Kim Jong-un s'est attaché jusqu'à présent à échapper à une trop grande emprise de la Chine, il sait qu'il ne pourra pas traverser la crise tout seul. Le Covid-19 semble ainsi marquer la fin de la diplomatie nucléaire alternative et du rapprochement inédit avec les États-Unis tentés par Kim Jong-un.

Marianne Péron-Doise est chercheuse Asie du Nord (péninsule coréenne, Japon), stratégie et sécurité maritimes à l'IRSEM. Ancien officier de marine, elle est diplômée de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et également titulaire d'un diplôme d'études approfondies d'histoire. Ses axes de recherche portent sur les thématiques de régionalisation et de multilatéralisme maritimes sur les principaux théâtres océaniques (Asie orientale, Pacifique, océan Indien, Corne de l'Afrique), les dynamiques stratégiques de la péninsule coréenne et la politique étrangère et de sécurité japonaise. Elle a occupé différents postes de responsabilité en relation avec les problèmes de sécurité en Asie-Pacifique au sein du ministère de la Défense, dont celui de chef du bureau « Asie Pacifique » à la délégation aux affaires stratégiques de 2007 à 2011. Elle était conseiller politique au sein du commandement maritime de l'OTAN à Northwood, Royaume-Uni, avant de rejoindre l'IRSEM.

Contact : [marianne.peron-doise@irsem.fr](mailto:marianne.peron-doise@irsem.fr)

51. Ankit Panda, « [A return to form in North Korea?](#) », *The Diplomat*, 4 avril 2020.